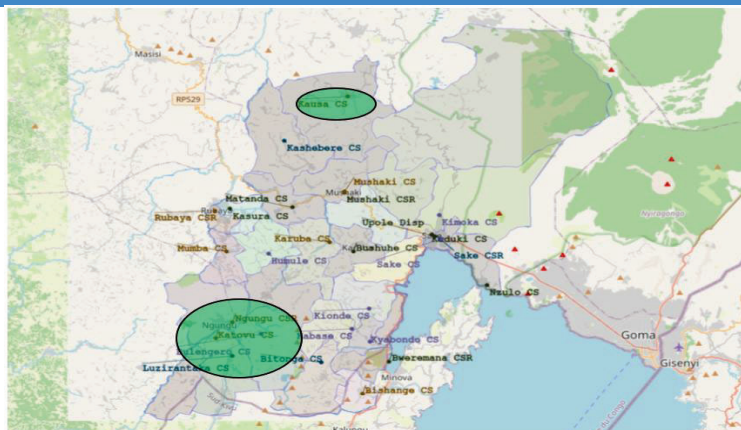


Contexte

Selon l'alerte EH6337 publiée par OCHA le 9 mars 2026, des flux de nouveaux ménages déplacés ont été observés à la suite de la persistance des combats dans le territoire de Masisi. Les affrontements opposant les FARDC et le M23 survenus entre 20 et 23 février 2026, dans le secteur Katoyi (axe Ngungu-Rubaya) ont poussé au moins 20 585 personnes, soit 3 430 ménages, à se déplacer vers les aires de santé de Ngungu, Kausa, Kabingu, Ruzirantaka, Bulengero, dans la zone de santé (ZS) de Kirotshe. Les ménages déplacés vivent dans des conditions déplorables exerçant une pression supplémentaire sur les services sociaux de base (santé, éducation et eau, hygiène et assainissement). Or la zone de l'alerte fait face à une situation endémique liée au choléra. Il a été rapporté l'aire de santé de Bulengero aurait accueilli au moins 14 766 personnes déplacées (2 461 ménages), soit plus de la moitié des personnes déplacées.

Par ailleurs, en date du 23 avril 2026, une autre alerte a été publiée par OCHA, illustrant l'état de la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire dans le groupement d'Ufamandu 1er et ses environs. Cette nouvelle alerte fait suite aux affrontements persistant entre le M23 et les Wazalendo (Groupes armés locaux). Les combats, accompagnés de pillages ont provoqué des déplacements massifs et successifs des populations. Pendant les évaluations, quelques ménages sont encore arrivés dans l'aire de santé de Kausa, quand bien même la majorité des dernières vagues sont accueillies dans les aires de santé de Ngungu, Ruzirantaka, Bulengero et Kabingu. Au total, près de 39 900 personnes (6 650 ménages) ont été déplacées en moins de trois mois, selon la dernière alerte (EH6418).

Afin de mieux comprendre les besoins humanitaires, Concern Worldwide a conduit, dans le cadre du consortium SAFER, du 4 au 9 mai 2026 une évaluation rapide multisectorielle (ERM), une évaluation rapide de protection et une évaluation sectorielle WASH/EHA. Ces évaluations ont couvert les aires de santé de Ngungu, Bulengero, Katovu, Luzirantaka, Kabingu et Kausa. Selon les informateurs clés (IC), 25 927 ménages vivent actuellement dans ces zones dont 4 453 ménages déplacés, 9 039 ménages retournés et 12 434 autochtones. Ces chiffres semblent être largement surestimés. Cependant, les déplacements se poursuivent, avec une des arrivées continues de nouveaux ménages fuyant les affrontements dans certains villages de groupement de Ufamandu 1er et de Kibabi.



Source des résultats : ¹ EM IC RDS/GDC

Code de l'alerte	6337	6337
Autres codes d'alerte	6418	6418
Date de début de crise	2/20/2026	2/20/2026
Date de fin de crise	En cours	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	18011	25927
Taille moyenne ménages	6.9	-

Accès physique
Accès sécuritaire
Présence de la MONUSCO
Incidents au cours des 2 dernières semaines
Couverture tél.

Source : équipe d'évaluation	
Voiture	
Non	
Pas d'incidents rapportés	
70%	(estimation)

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Les conséquences de la crise sont particulièrement inquiétantes pour les populations affectées. Les affrontements armés ont entraîné des déplacements massifs des ménages, de pertes en vies humaines ainsi que la séparation de plusieurs familles. Les communautés ont perdu leurs biens essentiels, les récoltes, bétails et parfois leurs maisons, aggravant fortement leur vulnérabilité. L'accès aux champs, aux marchés, à l'eau potable, aux soins de santé et aux moyens de subsistance reste très limité. Cette situation accentue la précarité des conditions de vie des communautés affectées. Les populations déplacées vivent également dans des conditions de forte vulnérabilité marquées par l'insécurité, les violences, les vols et l'insuffisance d'abris adéquats ainsi que les ressources alimentaires.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	19%	17%
6-17 ans	23%	27%
7 mois-5 ans	4%	8%
0-6 mois	1%	1%
Total	48%	52%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	99%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	1%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	8671				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	2%	5%	-	92%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	1%	-	24%	-	75%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	24%	-	-	60%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	71%	-	-	-	29%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	68%	-	23%	-	9%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	51%	-	38%	-	11%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	6%	59%	23%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	53%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	3%	17%	56%	24%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	16%	5%	39%	6%	13%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	1%	-	16%	-	83%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	49%	36%	10%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	65%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	92%	-	-	-	3%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	74%	-	-	-	24%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	24%	-	-	-	76%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	80%	-	19%	-	1%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	63%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

La situation reste préoccupante dans le groupement d'Ufamandu 1er ainsi que dans la zone de Kibabi, en raison de la persistance des affrontements armés dans les villages de Kashovu, Shahi, Ngololo, Mushebere et Nguliro. Aussi longtemps que ces violences se poursuivent, les déplacements de populations risquent de s'intensifier, augmentant davantage la pression sur les familles d'accueil et sur des ressources locales déjà fortement limitées.

Cette dynamique pourrait entraîner une détérioration significative des conditions de vie des ménages, notamment :

- une aggravation de l'insécurité alimentaire ;
- une hausse du niveau de pauvreté ;
- un accès de plus en plus restreint aux services essentiels, tels que les soins de santé, l'eau potable et l'éducation.

Par ailleurs, l'insécurité persistante limite l'accès aux terres agricoles, compromettant les activités génératrices de revenus, ce qui risque de prolonger la dépendance des populations vis-à-vis de l'assistance humanitaire.

Les risques de protection demeurent élevés et pourraient s'accroître à cause du manque d'amélioration durable de la situation sécuritaire. Cela inclut notamment :

- l'augmentation des violences ;
- les séparations familiales ;
- la vulnérabilité accrue des femmes et des enfants.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	62%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	11%
Vouchers / foires	11%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	91%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	2%
Autre	24%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée) ³
	Fréquence max. possible: 26
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	14
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	2
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	2
Abris	0
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	12
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	16
Santé	4
Education	0
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	10
Autre	2
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

L'évaluation a adopté une approche mixte combinant des méthodes qualitatives et quantitatives afin de garantir la fiabilité et la représentativité des données collectées auprès des populations ciblées. Les méthodes utilisées comprenaient des entretiens avec des informateurs clés (IC), des groupes de discussion communautaire, ainsi que des enquêtes ménages.

Les entretiens avec les informateurs clés et les groupes de discussion ont été réalisés selon un échantillonnage raisonné, permettant de sélectionner des personnes disposant d'une connaissance approfondie du contexte local. Les enquêtes ménages ont été conduites selon un échantillonnage aléatoire stratifié, avec une stratification par village afin d'assurer une représentation équilibrée des différentes catégories de population.

La taille initiale de l'échantillon des enquêtes ménages était de 200 ménages, avec un niveau de confiance de 95 % et une marge d'erreur de 10 %. La répartition des enquêtes a été faite proportionnellement aux estimations du nombre de ménages par localité. Toutefois, des ajustements opérationnels liés aux réalités du terrain et à l'accessibilité des zones ont ramené l'échantillon final à 179 ménages.

Les localités couvertes par l'évaluation étaient : Monique, Kisimba, Ruhamiro, Ngungu centre, Maendeleo, Luzirantaka, Katovu, Bulengero, Rubangabanga, Murambi, Kibonde, Lukunda, Kausa centre, Kakohwa, Rutonya, Buramo et Marangara. Le nombre d'enquêtes par localité a été alloué de manière proportionnelle à la taille estimée de la population.

Un système de pondération a été appliqué afin de corriger les écarts entre les enquêtes prévues et celles effectivement réalisées dans chaque localité. Cette pondération a permis d'améliorer la représentativité des données et de réduire les biais potentiels liés aux différences de couverture entre les zones enquêtées. Cependant, l'aire de santé de Kabingu n'a pas été visitée à cause de l'accès physique lié à l'état de la route pendant l'évaluation. La situation d'accès est particulièrement due aux intempéries (Fortes pluies) qui ont limité les mouvements des équipes de Concern SAFER sur l'axe.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Raisonné (choisi)	de déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire stratifié	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	Indicatifs
		EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête		5/5/2026	5/4/2026	
Date de fin de l'enquête		5/9/2026	5/9/2026	
Organisation				
Mission inter-agence/inter-organisation?		Non	non	
Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
Monique	1265	13		
Kisimba	651	5		
Ruhamiro	1095	13	1	3
Ngungu centre	629	6	6	2
Maendeleo	1796	22	2	
Luzirantaka	3679	40		2
Katovu	1143	20		
Bulengero	435	10	1	4
Rubangabanga 1	688	7		
Murambi	1350	3		
Kibonde	316	3		
Rushinga	440	3		
Kausa centre	1557	13	3	
Kakohwa	465	3		4
Rutonya	452	3		
Buramo	1178	9		
Marangara	872	6		
Total	-	18011	179	13
				15

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	48%	17%	
Retournés	49%	48%	
Communauté hôte / autochtones	3%	35%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	8671	4453
Retournés	8835	12432
Communauté hôte / autochtones	504	9038
Réfugiés	0	2
Rapatriés / expulsés	0	2

Analyse des mouvements de population

La situation des mouvements de population montre une zone fortement marquée par les déplacements et les retours, avec une pression démographique importante sur la population hôte.

Selon le résultat des enquêtes ménages, la majorité de la population est composée des retournés (49%), suivis des déplacés internes (48%). Les résidents autochtones ne représentent que 3%.

En chiffres absolus, on compte environ 8 671 ménages retournés, 6 835 ménages déplacés et seulement 504 ménages de la communauté hôte, pour un total de 18 011 ménages dans la zone enquêtée. La taille moyenne des ménages est de 6,9 personnes, ce qui accentue la densité démographique globale. En revanche, les informations fournies par les IC (Informateurs clés) nous donne un total de 23 976 ménages sur l'ensemble de la zone (Y compris les villages non visités pendant l'ERM à cause d'un problème d'accès physique). En effet, ce chiffre semble être sur-estimé bien que certains villages prévus initialement pour les évaluations n'ont pas été touchés lors des enquêtes ménages.

La pression sur la communauté hôte est particulièrement élevée, avec un ratio déplacés / population hôte estimé à 97%, indiquant une situation de forte saturation démographique. Il est à noter que les mouvements des populations continuent d'être enregistrés dans les différents villages de la zone.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

18011 (EM) / 25927 (IC)

Taille moyenne des ménages (EM)

6.9 (EM) / - (IC)

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

97% (EM) / 187% (IC) / #REF! (RDS/GDC)

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

(Réponse IC majoritaire)
18% (EM) / Non consensus (IC)

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

3273 (EM) / - (IC) / #REF! (RDS/GDC)

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés		8671	4453
Retournés		8835	12432
Communauté hôte / autochtones		504	9038
Réfugiés		0	2
Rapatriés/Expulsés		0	2
Total		18011	25927

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition chez les enfants et les femmes allaitantes. Les résultats des dépistages actifs réalisés sont dans le tableau ci-dessous.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	2	6%	2	4%
	115-125 mm	6	23%	8	18%	14	20%
	>125 mm	14	77%	26	76%	40	76%
	MAG	6	23%	10	24%	16	24%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	1	5%	2	20%	3	16%
	115-125 mm	8	53%	5	19%	13	28%
	>125 mm	3	42%	18	60%	21	55%
	MAG	9	58%	7	40%	16	45%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	1	1%	4	12%	5	9%
	115-125 mm	14	33%	13	19%	27	23%
	>125 mm	17	66%	44	67%	61	68%
	MAG	15	34%	17	31%	32	32%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	6	11%				
	185-230 mm	23	38%				
	>230 mm	23	51%				
	MAG	29	49%				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total	
	n	n	n	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	12	20	33
	115-125 mm	20	18	39
	MAG	33	39	71
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	23	28	51
	115-125 mm	30	26	55
	MAG	53	54	106
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	35	48	0
	115-125 mm	50	44	94
	MAG	85	92	178
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	201		
	185-230 mm	66		
	MAG	267		

Analyse Nutrition

L'analyse des données révèle une prévalence élevée de la malnutrition aiguë globale (32%) chez les enfants de moins de 5 ans, dont 9% de cas sévères et 23% de cas modérés. La majorité des enfants (68%) ne présentent pas de malnutrition, bien qu'une proportion importante reste affectée.

Les enfants âgés de moins de 2 ans apparaissent légèrement plus exposés, avec des niveaux de malnutrition supérieurs à ceux des enfants plus âgés. Une disparité notable est également observée selon le sexe : les filles sont davantage touchées (45%) que les garçons (24%).

La situation nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes est particulièrement préoccupante. Près de 49% d'entre elles souffrent de malnutrition aiguë, dont 11% de formes sévères et 38% de formes modérées. Cette situation constitue un risque majeur pour la santé maternelle et le développement de l'enfant.

Dans l'ensemble, ces résultats montrent une présence significative de la malnutrition aiguë sévère et modérée dans toutes les catégories, avec une prédominance de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de moins de 5 ans. Cette situation traduit une insécurité alimentaire et nutritionnelle persistante. Le niveau d'hygiène dans les ménages très médiocre nécessitant des interventions urgentes de prévention et de prise en charge. Par ailleurs il a été signalé la présence de l'ONG COOP qui appuie le centre de santé de Ngungu et Bulengero dans la prise en charge malnutrition aiguë sévère. Malgré cet appui, la couverture est trop faible nécessitant un appui des autres acteurs humanitaires.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		17	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	50%	15	
Agriculture de subsistance	31%	16	
Agriculture de rente	4%	2	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	1%	3	
Exploitation minière artisanale	0%	1	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	4	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	1%	0	
Aucune	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	55%	-	
Non	45%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Non consensus
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Non consensus
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	67%	-	
Non	33%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	2%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	43%	14	
Non	57%	3	
Ne sait pas	1%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
			17
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	14%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	2%	-	
Marché	15%	-	
Travail pour de la nourriture	75%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	2%	-	
Achat auprès d'un voisin	5%	-	
Petit commerce	13%	-	
Vente de braises/charbon, etc	2%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	11%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	1%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	1%	-	
Autre	7%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	92%	-	5
1-2 semaines	5%	-	3
3-4 semaines	2%	-	1
Plus de 4 semaines	1%	-	
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	1%	-	1
Limite (>28)	24%	-	3
Pauvre (≤28)	75%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	24%	-	3
Crise / urgence (≥19)	76%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

La situation de sécurité alimentaire est particulièrement critique, marquée par une forte dépendance aux stratégies de survie, une faible consommation alimentaire et une insécurité alimentaire généralisée.

Les principales activités de subsistance montrent une prédominance du travail précaire : 50% des ménages vivent de travaux journaliers, et 31% de l'agriculture de subsistance, tandis que les autres sources de revenus restent peu (commerce, activité salariale ou transferts). Cela traduit une économie largement informelle et instable.

L'accès à la nourriture repose majoritairement sur des mécanismes de survie : 75% des ménages obtiennent leur nourriture en échange de travail, tandis que seulement 15% passent par le marché et 14% produisent eux-mêmes leur alimentation. On observe également des stratégies d'endettement et d'assistance informelle (12% empruntent de la nourriture).

Les ressources alimentaires des ménages sont très limitées : 92% ne disposent d'aucune réserve alimentaire, et seulement 1% de ménages ont des stocks supérieurs à 4 semaines. Cette absence de stockage rend les ménages extrêmement vulnérables aux chocs.

La consommation alimentaire est également très dégradée. Le score de consommation alimentaire montre que 75% des ménages sont en situation pauvre, 24% en limite, et seulement 1% comme acceptable. De plus, le nombre moyen de repas est extrêmement faible, avec seulement 1 repas par jour pour tous les membres du ménage, quelque soit l'âge ou le sexe.

Les stratégies de survie confirment cette dégradation : 76% des ménages sont en situation de crise ou d'urgence selon l'indice rCSI, et 24% sont sous forte pression, aucun ménage en situation stable.

Concernant l'accès au marché, 67% des ménages y ont accès, mais 33% en sont exclus, ce qui limite encore davantage les possibilités d'approvisionnement alimentaire. Par ailleurs, les services financiers mobiles (type M-Pesa) sont disponibles pour seulement 43% des ménages, limitant les alternatives de paiement et d'achat.

En effet ces informations sont confirmées lors de groupe de discussions : l'accès à l'alimentation et aux moyens d'existence est fortement perturbé dans les communautés affectées par la crise. L'insécurité persistante empêche les populations d'accéder librement à leurs champs agricoles, plusieurs zones étant devenues dangereuses ou occupées par des groupes armés. Cette situation entraîne une forte baisse des récoltes ainsi que des pertes dues aux vols et à l'abandon des cultures. Les ménages déplacés, qui n'ont souvent plus de terres, se retrouvent sans moyens de production, ni revenus stables. Le manque de ressources financières limite également leur capacité à acheter de la nourriture, à louer des terres ou à se procurer des semences. Les opportunités économiques sont rares et précaires, se résumant principalement aux travaux journaliers et au petit commerce. Toutefois, les revenus générés restent insuffisants pour couvrir les besoins essentiels des familles. Face à cette précarité, les populations adoptent diverses stratégies de survie comme les emprunts et les échanges de travail contre nourriture. Cette dégradation des conditions de vie entraîne une aggravation de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		17	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	35%	-	
En famille d'accueil	20%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	34%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	10%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Non consensus	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	8%	5	
Maison (construction non-durable délabrée)	78%	11	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	2%	0	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	12%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Non consensus	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	53%	-	Sévérité 3
Non	47%	-	
Ne sait pas	0%	-	
<i>Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5</i>			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	5%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	29%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	28%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	2%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	7%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	14%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%		3
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5



Analyse Abris

En ce qui concerne les abris, on note une forte prédominance des abris précaires et une vulnérabilité importante des ménages.

En effet, 78% des ménages vivent dans des maisons non durable délabrée, tandis que 8 % seulement occupent des maisons en construction durable. Une minorité de 10% réside dans d'autres types d'abris, et 2% vivent dans des abris d'urgence, ce qui révèle une faible réponse ou disponibilité d'abris.

Concernant le mode d'occupation, 35% des ménages sont propriétaires de leur parcelle ou abri, tandis que 34% sont locataires vivant seuls. Par ailleurs, 18% sont hébergés en famille d'accueil, alors que 10% des ménages vivent en colocation sur une parcelle louée, traduisant des situations de suroccupation ou de partage de l'espace résidentiel.

53% des ménages vivent dans des conditions de surpeuplement, ce qui traduit une situation de promiscuité limitant l'indimitté des ménages. Ce niveau correspond à une sévérité de niveau 3, signalant une pression importante sur les conditions d'hébergement.

En effet, la majorité des ménages déplacés n'ont pas d'abris propres à eux et ils vivent dans des familles d'accueil ou encore dans des maisons de location. Cependant, les ménages se trouvant en maison de location éprouvent des problèmes de ressources financières pour continuer à payer régulièrement leur loyer. Le prix de loyer dans la zone évaluée est estimés à environ 10 dollars ou plus.

Cette situation entraîne une forte promiscuité dans les habitations, où plusieurs ménages sont contraints de partager un même logement, parfois avec plus de deux ou trois autres ménages dans une seule maison. Certains ménages récemment déplacés dorment également dans des écoles particulièrement à Bulengero et Luzirantaka ou encore des abris de fortune. Les conditions de vie y sont très difficiles, avec un manque d'espace, de matériels de couchage et de couvertures.

Par ailleurs, la crise a également entraîné la destruction ou l'endommagement de certaines habitations à cause des affrontements, réduisant davantage la disponibilité des logements. Les ménages déplacés sont souvent contraints de travailler pour les familles d'accueil ou les propriétaires de maisons afin de compenser les loyers ou l'hébergement.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)			
Oui	3%	-	
Non	93%	-	
Ne sait pas	4%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Score card AME			
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	3%	-	2
2 – 2.9	17%	-	3
3 – 3.9	56%	-	4
4 – 5	24%	-	5

Analyse AME

Concernant les articles ménagers essentiels (AME) et les kits d'hygiène intimes, l'évaluation révèle une vulnérabilité importante, avec une faible couverture en kits d'hygiène et une dégradation des conditions générales des ménages.

Quant à l'utilisation des kits d'hygiène menstruelle, 93% des ménages déclarent que les femmes et filles n'y ont pas accès ou ne les utilisent pas, tandis que seulement 3% confirment leur utilisation. Cela indique une très faible disponibilité ou accessibilité des produits d'hygiène menstruelle, avec un impact potentiel sur la dignité et la santé des femmes et filles.

Pour le score card AME, le résultat montre une concentration importante des ménages avec un niveau élevé de vulnérabilité. En effet, 24% des ménages se situent au niveau 5, c'est-à-dire le plus critique, et 56% au niveau 4, ce qui signifie que 80% des ménages sont dans des situations à très forte vulnérabilité en termes d'articles ménagers essentiels. Par ailleurs, 17% sont au niveau 3, indiquant une vulnérabilité modérée, tandis que 3% seulement sont au niveau 2. Aucun ménage n'est classé au niveau 1 (<1%).

Globalement, ces résultats montrent que la majorité des ménages fait face à une insuffisance sévère d'AME, avec des besoins élevés en biens essentiels. La combinaison d'une très faible utilisation des kits d'hygiène menstruelle et d'un score AME majoritairement élevé prouve une vulnérabilité critique dans les ménages; s'expliquant par la perte des biens lors de déplacement et les manques des moyens financiers pour l'achat des AME.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		27	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinetts privés	-	617	
Robinetts public / bornes fontaines	-	235	
Puits à pompe / forage	-	539	
Puits creusé aménagé	-	193	
Source naturelle aménagée	-	232	
Source naturelle non-aménagée	-	273	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	347	
Camion-citerne	-	193	
Charrette avec petite citerne	-	193	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	270	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	655	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	30%	-	1
Source non-améliorée	62%	-	3
Eau de surface	6%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5		65%	4
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)		Non consensus	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes		59%	-
De 31 minutes à 2 heures		34%	-
Plus de 2 heures		8%	-
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème		3%	0
Les points d'eau sont trop éloignés		14%	12
Les points d'eau sont difficiles d'accès		8%	7
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse		3%	3
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau		2%	0
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé		75%	16
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés		16%	5
L'eau est trop chère		9%	0
Pas assez de récipients pour stocker l'eau		76%	6
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)		30%	0
Autre		1%	5
Ne sait pas		0%	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		27	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	0%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	100%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	50%	-	
Les filles de moins de 18 ans	100%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	16%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	5%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	8%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	39%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	14%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement	6%	-	
Pas assez d'eau pour boire	13%	-	
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	1%	-	1
Oui, eau seulement	16%	-	3
Non	83%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)		Non consensus	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)		Non consensus	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	41%	-	
Non	59%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	4%	-	
Non	95%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	20	
Eau stagnante	-	19	
Déchets solides domestiques	-	25	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	2	
Rongeurs / rats	-	11	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		27	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	49%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	36%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	10%	-	5


Analyse EHA

Les résultats des évaluations en EHA mettent en évidence une situation préoccupante caractérisée par une insuffisance en matière d'accès à l'eau potable, de service d'assainissement et de promotion de l'hygiène. La prévalence des cas de diarrhée chez les enfants de moins de cinq ans est particulièrement élevée, atteignant 65%, ce qui correspond à un niveau de sévérité critique. Cette situation reflète directement les défaillances des conditions EHA et constitue un indicateur majeur de vulnérabilité sanitaire. L'accès physique à l'eau reste un défi pour une part significative de la population. En effet, 41 % des ménages mettent plus de 30 minutes pour collecter de l'eau, dont 8 % plus de deux heures. De plus, les risques liés à la collecte de l'eau touchent principalement les femmes adultes (100 %) et les filles (100 %), confirmant de risque de protection. Les principaux obstacles d'accès à l'eau identifiés sont liés à l'insuffisance des infrastructures : 75 % des ménages signalent un nombre insuffisant de points d'eau, et 76 % manquent de récipients pour le stockage, tandis que 30 % évoquent des problèmes de qualité de l'eau. Sur le plan de l'hygiène, la situation est particulièrement critique. Seul 1 % des ménages dispose d'un dispositif de lavage des mains avec eau et savon, tandis que 83 % n'en disposent pas. Cette situation expose la population à des risques élevés des maladies hydriques, dans un contexte où la zone est touchée par les cas de choléra.

En matière d'assainissement, l'analyse révèle que 85 % des ménages utilisent des installations sanitaires non améliorées, 10 % pratiquent la défécation à l'air libre, et seulement 4 % ont accès à des latrines améliorées. Le partage des latrines est également courant, avec 41 % des ménages utilisant des latrines partagées avec plus de quatre ménages, et l'absence de séparation par sexe dans 95 % des ménages évalués. Cette situation limite la dignité, la sécurité et l'accès équitable, notamment pour les femmes et les filles. Ainsi, ces conditions exposent les populations à des risques sanitaires élevés nécessitant des interventions urgentes et intégrées.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé			27
Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		94%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		4%	-
Autre		1%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		95%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		4%	-
Autre		1%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)			Non consensus
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure		80%	-
Entre 1 heure et 2 heures		19%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		1%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)			
A la maison avec famille		-	0
A la maison avec sage-femme		-	0
A la maison avec infirmier		-	0
Centre de santé / d'accueil		-	0
Autre		-	0
Ne sait pas		-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité																								
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		27																									
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²																											
Pas de problèmes	-	3																									
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	1																									
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	2																									
Manque de médicaments	-	5																									
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	18																									
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	2																									
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0																									
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0																									
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0																									
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0																									
Autre	-	3																									
Ne sais pas	-	0																									
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)																											
Diarrhée	65%	-	4																								
Fièvre	70%	-																									
Toux	38%	-																									
Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5																											
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)																											
Oui	38%	-																									
Non	17%	-																									
Ne sait pas	0%	-																									
																											
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :																											
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)		<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">IC</th> </tr> <tr> <th>Cas suspects</th> <th>Cas confirmés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Paludisme</td> <td>2532</td> </tr> <tr> <td>Infection Respiratoire Aigue</td> <td>2800</td> </tr> <tr> <td>Diarrhées aiguës</td> <td>2279</td> </tr> <tr> <td>Typhoïde</td> <td>2765</td> </tr> <tr> <td>Malnutrition aigue globale</td> <td>2053</td> </tr> <tr> <td>Rougeole</td> <td>3340</td> </tr> <tr> <td>Choléra</td> <td>3364</td> </tr> <tr> <td>Fièvre jaune</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Fièvre hémorragique</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Autre</td> <td>3912</td> </tr> </tbody> </table>		IC		Cas suspects	Cas confirmés	Paludisme	2532	Infection Respiratoire Aigue	2800	Diarrhées aiguës	2279	Typhoïde	2765	Malnutrition aigue globale	2053	Rougeole	3340	Choléra	3364	Fièvre jaune	0	Fièvre hémorragique	0	Autre	3912
IC																											
Cas suspects	Cas confirmés																										
Paludisme	2532																										
Infection Respiratoire Aigue	2800																										
Diarrhées aiguës	2279																										
Typhoïde	2765																										
Malnutrition aigue globale	2053																										
Rougeole	3340																										
Choléra	3364																										
Fièvre jaune	0																										
Fièvre hémorragique	0																										
Autre	3912																										
Paludisme	405	2532																									
Infection Respiratoire Aigue	366	2800																									
Diarrhées aiguës	380	2279																									
Typhoïde	0	2765																									
Malnutrition aigue globale	237	2053																									
Rougeole	335	3340																									
Choléra	516	3364																									
Fièvre jaune	0	0																									
Fièvre hémorragique	0	0																									
Autre	0	3912																									
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Oui																									
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Oui																									
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)		Non																									

Analyse Santé

Selon lmes enquêtes, les aires de santé de Ngungu, Bulengero, Katovu, Luzirantaka, Kausa et Kabingu disposent d'une bonne couverture en service de santé, avec plus ou moins 94% des hommes et 95% des femmes ayant recours aux structures formelles et une accessibilité physique satisfaisante. Car 80% des ménages font moins d'une heure de marche pour atteindre une structure de santé. Cependant, l'accès effectif aux soins est fortement limité par les contraintes financières, identifiées comme principal obstacle. La situation sanitaire est marquée par une forte prévalence de maladies (paludisme, diarrhées, infections respiratoire, malnutrition), particulièrement chez les enfants, ainsi qu'une faible couverture en prévention contre le paludisme, notamment l'usage quasi inexistant de moustiquaires dont 99% de ménages ne dorment pas sous moustiquaires, selon l'évaluation. Cette situation augmente fortement le risque de paludisme. Par ailleurs, certaines structures notamment dans les aires de santé de Luzirantaka, Bulengero et Katovu bénéficient d'un appui de l'ONG MAIDER en soins de santé primaire. En revanche, d'autres structures de santé dans les aires de santé de Ngungu, Kausa et Kabingu ne sont pas appuyées par un acteur humanitaire.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			22
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	3%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	0	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	24%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	18	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	30	-	
Nombre total de personnes âgées	4	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	5	5	5	5
Meurtre	4	0	4	2
Mutilations / coups et blessures	2	4	4	2
Violences intercommunautaires	4	2	2	0
Violences sexuelles	5	14	0	14
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	4	0	4	0
Blessés / morts dus aux mines	4	0	0	0
Mariage forcé / précoce	4	4	7	10
Violences conjugales	0	6	0	1
Séparation des familles	6	7	0	5
Pillage / vol / cambriolage	0	0	0	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	2	0	2	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	4	0	4	2
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	5	1	3	1
Autre	0	2	1	2
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³				
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	5	5	5	5
Meurtre	4	0	4	2
Mutilations / coups et blessures	2	4	4	2
Violences intercommunautaires	4	2	2	0
Violences sexuelles	5	14	0	14
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	4	0	4	0
Blessés / morts dus aux mines	4	0	0	0
Mariage forcé / précoce	4	4	7	10
Violences conjugales	0	6	0	1
Séparation des familles	6	7	0	5
Pillage / vol / cambriolage	0	0	0	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	2	0	2	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	4	0	4	2
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	5	1	3	1
Autre	0	2	1	2
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	1%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	28%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	71%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	1%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	27%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	72%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui	10	Oui
-----	----	-----

	7	EM	IC	Sévérité
		(% de ménages)	(Fréquence de réponses pondérée) ³	
Non	7			
Ne sait pas	0			
Ne se prononce pas	0			
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			22	

Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²

Pas de cas dans la communauté	5%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	90%	-
Viol	0%	-
Agression sexuelle	0%	-
Violence physique ou harcèlement	1%	-
Mariage forcé	0%	-
Déni d'accès à des services	3%	-
Abus psychologique / émotionnel	1%	-

Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)

Oui

Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)

Tensions avec la communauté d'accueil	-	0
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	0
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	0
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0
Ne se prononce pas	-	0

Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)

Oui

Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²

Aucun problème	-	1
Accaparement des terres	-	1
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	2
Accès à la terre pour les PDIs	-	16
Augmentation du coût du loyer	-	13
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	6
Destruction des cultures ou des animaux	-	4
Destruction des étangs piscicoles	-	2
Exploitation des ressources naturelles	-	0
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0
Insécurité d'occupation	-	0
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0
Problèmes de limites	-	0
Rareté des terres	-	0
Remise en cause des transactions foncières	-	1
Répartition inégale des terres	-	0
Restitution des biens	-	0
Successions	-	0
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0
Ne sait pas	-	0
Autre	-	0

Analyse Protection

Les résultats des enquêtes ménages montrent que 3% des ménages accueillent au moins un enfant non accompagné, tandis que 92% n'en accueillent pas. Cependant, les informateurs clés confirment la présence d'enfants non accompagnés dans la communauté, indiquant une vulnérabilité réelle mais potentiellement sous-déclarée au niveau des ménages.

Une partie des informateurs (10 contre 7) indique l'existence de services de prise en charge des cas de VBG, bien que leur couverture semble limitée. Par ailleurs, la majorité des ménages ne sait pas ou ne se prononce pas sur les cas de VBG (90%), ce qui peut refléter un manque d'information, de confiance ou une forte sensibilité du sujet dans la zone. Environ 24% des ménages comptent au moins une personne en situation de handicap. Au total, on a identifié pendant l'évaluation : 18 enfants, 30 adultes, 4 personnes âgées vivant avec un handicap. Les incidents protection signalés au sein des ménages restent faible en terme de proportion. Environ 1% de cas de violences, recrutement forcé ou travail forcé. Cependant, une grande proportion (plus de 70%) des répondants n'a pas fourni d'information. Les REG constituent un risque majeur, 76% des informateurs indiquent que des ménages sont affectés par des incidents liés aux REG. Le rapport d'évaluation rapide en protection (ERP) présente plus de détails sur la situation générale de la protection dans la zone évaluée.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 23	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education			
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	80%	-	1
Plus de 1 heure	19% 1%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle		-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	1%	-	
Non	85%	-	
Ne sait pas	14%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Non consensus	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	0	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	56%	-	
Filles (Primaire)	62%	-	
Garçons (Secondaire)	65%	-	
Filles (Secondaire)	69%	-	
Total	63%	-	4
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	84%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	13%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	2%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³**Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)**

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0
Mariage précoce / mariage forcé	0
Grossesse précoce	0
Faim	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0
L'école est trop loin	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	-
0	-
0	2
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	61%
Avant la crise	-	83%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	55%
Avant la crise	-	86%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	57.25
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	79

Analyse Éducation

Du point de vue éducation, la situation est globalement préoccupante, marquée par une forte dégradation de la fréquentation et une précarité des conditions d'apprentissage.

En effet, la majorité des ménages (80%) indique que l'école primaire fonctionnelle la plus proche se situe à moins d'une heure de marche, tandis que 19% doivent parcourir plus d'une heure pour atteindre une école. 1% des ménages ne disposent d'aucune école fonctionnelle à proximité. Ce qui indique une couverture géographique globalement satisfaisante.

Cependant, cette accessibilité ne se traduit pas une fréquentation effective. En effet, 63% des ménages déclarent qu'aucun enfant n'a fréquenté l'école au cours des 14 derniers jours. Cette situation touche particulièrement les filles du secondaire (69% non scolarisées récemment), suivies des garçons du secondaire (65%), des filles du primaire (62%) et des garçons du primaire (56%). Cela reflète une déscolarisation importante et généralisée, touchant tous les niveaux d'études et du sexe (Garçon et fille).

Les principales causes de non scolarisation sont économiques : 84% des ménages évoquent le manque de moyens financiers pour payer les frais scolaires, tandis que 13% mentionnent les déplacements ou retours récents. Les autres causes, telles que la distance, les destructions d'écoles ou le manque d'enseignants, restent minime.

Les données des acteurs de l'éducation confirment une dégradation de la situation scolaire. Le taux d'inscription est passé de 83% avant la crise à 61% pendant ou après la crise, tandis que la fréquentation des élèves inscrits a chuté de 86% à 55%. Le ratio élèves/enseignant est de 79 avant la crise à 57 pendant/ou après la crise.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		26	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	99%	-	
Nutrition	0%	2	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	0%	0	
Santé	0%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	14	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	2	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	2	
Abris	-	0	
AME	-	12	
EHA	-	16	
Santé	-	4	
Education	-	0	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	10	
Autre	-	2	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	62%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	11%	-	
Vouchers / foires	11%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	91%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	2%	-	
Autre	24%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	14%	-
Où recevoir l'assistance	44%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	44%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	1%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	10%	-
Comment donner son feedback	5%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	1%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	3%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	4%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	11%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	83%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	1%	-
SMS	1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evénements communautaires	1%	-
Crieurs publics avec mégaphones	19%	-
Au travers des leaders communautaires	38%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	8%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	3%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	37%	-
Boîte à plaintes	19%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	70%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	1%	-
SMS	1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evénements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	3%	-
Au travers des leaders communautaires	33%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	2%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	3%	-

Analyse AAP

Pour ce qui est de la redevabilité envers les populations affectées (AAP), nous constatons qu'il y a une forte dépendance aux aides en nature, une très faible couverture actuelle de l'assistance humanitaire et des besoins importants en information et communication.

Concernant la préférence d'assistance, la majorité des ménages privilégie l'aide en nature (91%), suivie du cash physique (62%), tandis que le cash par transfert mobile est moins préféré (11%) et les vouchers sont à 11%. Bien que les enquêtes aient révélé une préférence dominante sur l'aide en nature, les informations collectées dans les focus groupes montrent une préférence majoritairement axée sur la modalité cash.

En termes d'accès à l'assistance, la situation est très critique : 99% des ménages déclarent n'avoir reçu aucune aide humanitaire depuis le début de la crise, ce qui montre une couverture extrêmement faible ou inexistante des besoins.

Les besoins prioritaires exprimés portent principalement en EHA, les vivres et les moyens de subsistance, mais aussi sur les secteurs de la santé, les abris et les AME, confirmant une vulnérabilité multisectorielle.

Sur le plan information, les ménages expriment un fort besoin de clarification sur les mécanismes d'aide : 44% veulent savoir où recevoir l'assistance et 44% comment s'enregistrer, ce qui montre un déficit important d'information sur l'accès aux services humanitaires.

Les moyens de communication préférés sont majoritairement directs et communautaires : 83% privilégient les échanges en face-à-face avec les acteurs humanitaires, suivis des leaders communautaires (38%) et des crieurs publics (19%). Les canaux numériques restent très peu préférés.

Quant aux mécanismes de plainte et de feedback, les ménages évalués préfèrent également le contact direct : 70% préfèrent le face-à-face, suivi des appels téléphoniques (37%), à travers des leaders communautaires (33%), et des boîtes à plaintes (19%).

Conclusions générales et commentaires

La zone de santé de Kirotshe, particulièrement les aires de santé de Ngungu, Bulengero Luzirantaka, Katovu, Kabingu et Kausa font face à une crise humanitaire importante marquée par des déplacements massifs, une forte pression sur les communautés hôtes et une vulnérabilité généralisée des ménages. La sécurité alimentaire, la nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement sont particulièrement critiques, tandis que les conditions d'abris et AME restent très précaires.

Malgré une accessibilité physique relativement acceptable aux services de base, les contraintes économiques limitent fortement l'accès effectif aux soins de santé et à l'éducation. Par ailleurs, les risques de protection demeurent élevés, dans un contexte d'insécurité persistante.

Le manque d'assistance humanitaire aggrave la situation, rendant urgente la mise en œuvre d'une réponse multisectorielle coordonnée pour répondre aux besoins essentiels des populations affectées.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc.). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)